

Comment Macron roule dans la farine l'électorat de droite



Article rédigé par *Christian Vanneste*, le 23 avril 2018

Source [Boulevard Voltaire] Notre technocrate en chef nourri au biberon de la gauche strauss-kahnienne veut donc séduire la droite.

Notre technocrate en chef nourri au biberon de la gauche strauss-kahnienne veut donc séduire la droite avec le slogan d'Auguste Comte : « Ordre et Progrès ». C'est là une illusion dont il faut à tout prix se délivrer. En fait, comme tout prestidigitateur, le locataire de l'Élysée attire l'attention sur le détail qu'agite la main droite tandis que l'essentiel de la manipulation a lieu à gauche.

L'un des exemples les plus flagrants est le projet de réforme de la représentation nationale. La main droite brandit la réduction du nombre des parlementaires et flatte, ainsi, l'antiparlementarisme qui connaît depuis fort longtemps un certain succès à droite auprès de ceux qui considèrent les privilèges des élus exorbitants par rapport au travail fourni. Mais que fait la main gauche ? La main gauche va éloigner le représentant des représentés, et multiplier les apparatchiks entre eux. Elle va également permettre à la proportionnelle que certains croient naïvement plus démocratique de faire élire des députés hors-sol qui n'auront pas besoin de rencontrer leurs électeurs puisqu'il leur suffira d'être suffisamment dociles pour être bien placés sur la liste de leur parti afin d'être réélus. Si on s'attache à la réforme judiciaire qui supprime des jurys populaires au profit des magistrats professionnels, « pour aller plus vite », on s'aperçoit que l'inspiration est la même : éloigner le peuple du pouvoir, le désintéresser de la chose publique. Le pouvoir doit appartenir à une caste, loin de toute démocratie directe, à une oligarchie dont M. Macron est la caricature vivante. Il faut vraiment avoir des lunettes bétonnées pour ne pas le voir.

Macron, c'est l'anti-de Gaulle. Le Général, c'était l'intéressement et la participation ; Macron, élu par une minorité, lors d'un scrutin marqué par l'abstention, c'est le Président du désintérêt ! Du désintérêt pour quoi ? Mais pour la République, dont on nous rebat les oreilles. La confiscation du pouvoir par une caste, par un parti, c'est une vieille tendance de la gauche, qui a traversé toutes nos Républiques, avec les changements de mode de scrutin et la gêne devant les référendums. La droite, et le gaullisme en particulier, c'est au contraire le souhait de tendre vers le maximum de démocratie directe, parce que le peuple réagit aux problèmes dont il a l'expérience avec plus de bon sens que la nomenclature installée au pouvoir.

L'ensemble des réformes annoncées par l'exécutif actuel présente, en fait, la même structure. Suivant les proportions de l'iceberg, elles affichent au soleil une mesure qui plaît à une certaine droite superficielle, mais 90 % demeurent sous la surface de la mer. Soit la réforme ne change pas l'essentiel. Soit elle renforce subrepticement les orientations inspirées par l'idéologie dominante, depuis longtemps dans notre pays, même quand une prétendue droite y est largement majoritaire.

Ainsi, le projet de loi sur l'asile et l'immigration a vu les projecteurs braqués sur l'augmentation de la durée de rétention des clandestins de 45 jours jusqu'à un plafond de 90 jours. La gauche crie au scandale, y compris à la frange du macronisme, puisque certains députés LREM vont voter contre le texte. Le gouvernement affiche donc son apparente fermeté. Mais cette mesure est dérisoire, puisque dans certains pays, comme le

Royaume-Uni, la rétention est illimitée pour éviter que les clandestins ne jouent la montre en cachant leur identité et leur origine. Ils seront donc logés, nourris, conseillés par les associations immigrationnistes pendant plus longtemps et s'évanouiront dans la nature. Tandis que chacun, à gauche, pointe un doigt accusateur sur cette loi scélérate, plus personne ne s'aperçoit que le texte va faciliter l'immigration illégale. Les bénéficiaires de la protection subsidiaire, une extension plus souple du droit d'asile, vont recevoir un titre de séjour de quatre ans, et non d'un an. La « réunification familiale » va permettre à un mineur réfugié de faire venir sa famille, alors que le contraire paraîtrait plus logique. Mais les passeurs trouveront là un fameux message publicitaire : envoyez votre fils, et vous le rejoindrez !

La gauche est au pouvoir, et ce n'est pas parce que l'extrême gauche la combat que l'électorat de droite, patriote et conservateur, doit se laisser rouler dans la farine.